



**Mémoire prébudgétaire**  
**présenté au Comité permanent des finances de la**  
**Chambre des communes**  
**Août 2019**

## **Recommandations**

- 1. S'engager à consacrer au moins 6,5 milliards de dollars pour appuyer les services à large bande dans les régions rurales**
- 2. Diriger le financement des services à large bande à des entreprises locales plus petites qui sont déjà sur le terrain**
- 3. S'engager à n'imposer aucun nouvel impôt ou aucune obligation de contribution à la programmation canadienne sur les fournisseurs de services Internet (FSI) canadiens**

## Contexte

**La Canadian Communication Systems Alliance (CCSA)** représente plus de 110 entreprises indépendantes qui fournissent des services Internet, de télévision et téléphoniques partout au Canada. Ils desservent des centaines de milliers de clients dans des collectivités se situant en général à l'extérieur des marchés urbains, d'un bout à l'autre du pays. Ils comprennent des coopératives de collectivité, des entreprises familiales, des municipalités et des entreprises appartenant à des peuples autochtones. Ils travaillent et investissent dans leurs collectivités. Ils relient des centaines de milliers de Canadiens qui ne pourraient autrement avoir accès à ces services de collectivités essentiels. Nos membres investissent dans l'infrastructure dans des régions où les grandes entreprises ne sont pas présentes. Par conséquent, dans les régions rurales, les membres de la CCSA sont parfois les seules sources de services de communication essentiels.

### **S'engager à consacrer au moins 6,5 milliards de dollars pour appuyer les services à large bande dans les régions rurales**

De nombreux Canadiens à l'extérieur des centres urbains majeurs n'ont toujours pas accès aux services à large bande essentiels comparables à ceux des régions urbaines. Dans le monde branché d'aujourd'hui, l'investissement continu dans notre infrastructure à large bande et l'élimination des obstacles au déploiement des services à large bande sont essentiels à la compétitivité mondiale et à la réussite économique du Canada.

Le gouvernement a réalisé des progrès importants grâce à son programme Brancher pour innover de cinq ans d'une valeur de 500 millions de dollars. Nous sommes favorables à l'engagement pris par le gouvernement dans le budget de 2019 vis-à-vis des services Internet à haute vitesse et des nouveaux investissements de 1,7 milliard de dollars en services à large bande dans les régions rurales durant les 10 prochaines années, notamment une augmentation des investissements au sein du programme Brancher pour innover et un nouveau fonds universel pour la large bande. Nous sommes également heureux que, en plus de mettre l'accent sur l'agrandissement de l'infrastructure de base dans les collectivités mal desservies, le nouveau fonds permette également le financement des liaisons du « dernier kilomètre » aux résidences et aux entreprises individuelles situées dans les collectivités les plus difficiles à atteindre.

En 2018, le CRTC a créé le fonds pour offrir des services à large bande de 750 millions de dollars dans le but d'appuyer les projets dans les secteurs mal desservis. Ce fonds a été créé pour soutenir les efforts du gouvernement fédéral.

Alors que ce financement sera sans aucun doute bénéfique, le ministère fédéral de l'Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE) a estimé qu'au moins 6,5 milliards de dollars sont nécessaires pour atteindre la vitesse universelle cible du CRTC de 50/10 Mbit/s dans toutes les régions du pays.

Nous recommandons que le gouvernement augmente son engagement à dépenser au moins 6,5 milliards de dollars pour appuyer les services à large bande dans les régions rurales. Ce niveau de dépense devrait permettre à tous les Canadiens d'accéder à 50/10 Mbit/s dans toutes les régions du pays, peu importe où ils vivent.

### **Diriger le financement des services à large bande à des entreprises locales plus petites qui sont déjà sur le terrain**

Notre deuxième recommandation est que le gouvernement dirige le financement des services à large bande de manière à tirer parti de l'expertise, des ressources et des réseaux que les prestataires de services locaux de communication ont déjà créés. De plus en plus de FSI locaux partout au Canada ont une grande valeur à ajouter pour réaliser l'extension des services à large bande dans les régions rurales. En tant qu'entrepreneurs prospères, les prestataires locaux ont l'expertise nécessaire pour obtenir les meilleurs résultats et ils savent vraiment tirer le maximum de l'argent qu'ils pourraient recevoir du gouvernement. Parce qu'ils sont « sur le terrain » dans leurs collectivités, ce sont les prestataires de services locaux qui comprennent le mieux les besoins de leurs collectivités. Plus important encore, ce sont les prestataires de services locaux qui sont les plus motivés à fournir la connectivité dont leurs collectivités ont besoin pour survivre et prospérer. De plus, ils vivent dans ces collectivités.

### **S'engager à n'imposer aucun nouvel impôt ou aucune obligation de contribution à la programmation canadienne sur les FSI canadiens**

Les membres de la CCSA et le gouvernement fédéral, par l'intermédiaire de son programme *Brancher pour innover* et le nouveau Fonds pour la large bande universelle sont déterminés à fournir des services à large bande aux Canadiens de façon efficace et abordable. Nos membres et les consommateurs canadiens sont très favorables en ce qui concerne l'objectif du gouvernement d'élargir les services à large bande dans les régions du pays qui sont actuellement mal desservies. Tout nouvel impôt ou toute cotisation réglementaire visant les prestataires de ces services pourraient nuire à cet objectif important. Nous recommandons donc que le gouvernement n'impose aux prestataires des services Internet canadiens aucun nouvel impôt et aucune cotisation réglementaire.